



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE**

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

[www.lemans.sarthe.cci.fr](http://www.lemans.sarthe.cci.fr)

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE  
DES SYSTEMES A AIR COMPRIME**

MARCHE N° 2025 RTSP 5060

**Cahier des Clauses Particulières (CCP)**

Marché public de Services

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION .....	4
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES .....	5
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL.....	5
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation .....	6
5.2	Revue de contrat du marché .....	6
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE .....	7
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION .....	7
7.1	Contenu des prix.....	7
7.2	Mois d'établissement des prix .....	8
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise) .....	8
7.4	Clause de sauvegarde .....	9
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée .....	10
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES .....	10
8.1	Modification du marché .....	10
8.1.1	Par voie de prestations complémentaires.....	10
8.1.2	Par voie de la clause de réexamen .....	10
8.2	Prestations similaires .....	10
ARTICLE 9	PÉNALTÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE.....	11
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	11
ARTICLE 11	ASSURANCE .....	11
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	12
12.1	Paieement.....	12
12.2	Echéance.....	12
12.3	Modalités de transmission de la facturation.....	12
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	13
13.1	Mise en Œuvre.....	13
13.2	Cession.....	13
13.3	Sous-traitance.....	13
ARTICLE 14	CLAUSES TECHNIQUES .....	14
14.1	Accompagnement opérationnel.....	14
14.2	Prise en charge des installations.....	14
14.3	Contexte Réglementaire .....	14
14.4	Qualifications requises du candidat et de son personnel.....	15
14.5	Actions de maintenance .....	15
14.5.1	Maintenance préventive .....	15
14.5.2	Maintenance corrective .....	16

14.5.3	Interventions et traçabilité.....	16
14.5.4	Statut de l'intervention avec observations .....	17
14.5.5	Bilan annuel de maintenance .....	18
14.5.6	Délai d'intervention et de rétablissement .....	18
14.6	Enquête de satisfaction.....	19
14.7	Vérifications et admission.....	19
14.8	Mise en œuvre .....	20
14.8.1	Mise en œuvre et moments clefs.....	20
ARTICLE 15	DONNEES PERSONNELLES RGPD .....	20
ARTICLE 16	DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	20

## **ARTICLE 1      OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la maintenance annuelle et la vérification des unités d'air comprimé multi marques et multi-technologies réparties au sein des ateliers de la filière Mécanique - Carrosserie - Peinture des centres de formation de la CCI du Mans et de la Sarthe.

Les caractéristiques des équipements à entretenir et maintenir sont listées dans le fichier annexe « parc et gamme ». Les missions attendues sont détaillées dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

Le titulaire a une obligation de résultat et doit s'assurer du fonctionnement permanent et de l'entretien préventif des équipements objet du marché, du respect des délais contractuels de dépannage, de la traçabilité des interventions, de la capacité à mobiliser des moyens humains et techniques.

L'ensemble des prestations sera réalisé dans les règles de l'art conformément aux textes en vigueur.

Lieux d'exécution du marché :

- CAMPUS 1 / CFA, 132, Rue Henri CHAMPION – 72100 LE MANS
- Atelier FC LEFAUCHEUX, 40, Bd Pierre LEFAUCHEUX – 72000 LE MANS

Le périmètre des besoins identifiés au stade du lancement du marché, ne préjuge pas de besoins ultérieurs de la CCI.

## **ARTICLE 2      PROCÉDURE DE PASSATION**

La procédure retenue est celle de la procédure sans publicité ni mise en concurrence suivant les dispositions des articles L2122-1 et R2122-8 du Code de la commande publique.

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande et marchés subséquents suivant les dispositions des articles R.2162-1 et R.2162-14 du CCP.

Conformément aux dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le marché a un montant maximum de 40 000 € HT (reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises). Il n'y a pas de montant minimum engagé.

Les prestations de maintenance préventive seront réglées forfaitairement selon la périodicité convenue et traitées par l'émission de bons de commande.

Les marchés subséquents des prestations de maintenance curative qui n'ont pas été initialement définies seront exécutés au moyen de bons de commande après remise d'un devis. Ils préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution.

Sont exclus ou dérogent au principe d'exclusivité :

- La fourniture de nouveaux équipements intégrés dans un lot pour une opération globale de rééquipement ou redéploiement, qui serait traitée lors de la consultation de l'opération.
- Toutes campagnes de remplacement ou tous travaux conséquents sur les systèmes à air comprimé ne relevant pas de la maintenance courante préventive et curative. Ils pourront être traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.

- Toutes prestations de maintenance curative qui ne peuvent être proposées par le titulaire ou livrées dans les délais raisonnables en fonction du degré d'urgence, pourront faire l'objet d'une mise en concurrence ad hoc.
- Les travaux sur les systèmes à air comprimé, normalement confiés directement au titulaire, dans le cadre des marchés subséquents pour des prestations de maintenance curative ou ponctuelles à la demande, dont les caractéristiques n'étaient pas initialement définies, mais dont le devis proposé par le titulaire serait manifestement au-delà de la pratique courante professionnelle et donc économiquement non avantageux pour la CCI. Ils seront traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

## **ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ**

**Date de début de marché** : date de notification du marché.

**Durée du marché** : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 2 mois.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

## **ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES**

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Annexe RGPD
- Le montant total forfaitaire annuel indiqué à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et les prix unitaires qui le compose.
- Le Bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique du titulaire.

## **ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL**

## **5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation**

### **Principe général**

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses services. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordinateur CCI

Sylvain DUPREY  
Sylvain.duprey@lemans.cci.fr  
Chargé de maintenance  
1, Bd René LEVASSEUR – CS 91435  
72014 LE MANS CEDEX 2  
Port. : 06 58 38 90 01

Le coordinateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

### **Responsable de compte du titulaire**

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

## **5.2 Revue de contrat du marché**

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCI)

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

## **ARTICLE 6        BONS DE COMMANDE**

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché est effectué par l'émission d'un bon de commande (lettre, courriel, ou utilisation du site marchand le cas échéant), sur la base de l'offre établie par le titulaire sur les bordereaux de prix unitaires (BPU).

Lorsque la Cci souhaite organiser de prestations non préalablement listées aux BPU et DPGF, le titulaire établit un devis. Le marché subséquent est conclu au moyen d'un bon de commande.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- Le numéro du marché
- La date d'émission et le n° du bon de commande
- La nature des prestations commandées
- Le lieu de livraison
- Les références tarifaires du BPU ou du devis le cas échéant
- Les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué
- L'adresse de facturation

## **ARTICLE 7        RÉMUNÉRATION**

### **7.1    Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG FCS.

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de la CCI :

- la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par l'acheteur aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de l'acheteur ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'acheteur ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

### **Particularités propres à ce marché**

Ce sont, également pour les prestations de maintenance curative, et sans que cette énumération soit limitative, les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux telles que :

- Autorisation et frais de stationnement, autorisation de voirie, bennes, ...
- Mise à disposition des moyens de levage, de sécurité, et signalisation,
- Protection des existants,
- Approvisionnement des matériaux, stockage, ...
- Scelllements, raccords, finition, ...
- Évacuation en bennes, puis en décharge des déchets,
- Nettoyage de la zone de travaux et abords.

Pour l'établissement de sa proposition, l'entrepreneur déclare s'être entouré de tous les renseignements utiles, avoir eu la possibilité de visiter les installations où doivent être exécutés les prestations, et s'être rendu compte des difficultés et sujétions de toutes sortes. Il ne sera donc pas admis de réclamations.

### **7.2 Mois d'établissement des prix**

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

### **7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)**

Les prix du marché sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées. Les prix sont définitifs et révisables.

Le prix révisable est un prix qui peut être modifié, dans des conditions fixées au présent article, pour tenir compte des variations économiques.

Les prix sont invariables de la notification du marché jusqu'à la date du premier anniversaire du contrat. Ils sont ensuite révisables chaque année à la date anniversaire.

Pour des raisons pratiques de publication des derniers indices connus, il est retenu l'indice de base de référence moins trois mois.



Si l'indice du mois souhaité n'est pas paru au moment du calcul de la révision, il sera alors pris en compte le dernier indice publié. Même lorsque l'indice est provisoire, la révision calculée est une révision définitive.

En cas de série arrêtée, il serait appliqué la série de remplacement si le coefficient de raccordement est déterminé. A défaut, un nouvel indice représentatif serait retenu, voire un coefficient de révision exceptionnel, après discussion et accord de la CCI.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCI, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

La mise en œuvre de la clause de variation de prix s'articule selon les dispositions prévues aux R2191-27 à R2191-29 du Code de la commande publique.

#### **Formule paramétrique de variation des prix :**

Les prix indiqués dans le présent contrat sont susceptibles d'évoluer en fonction des variations des coûts intervenant durant l'exécution du contrat. La révision des prix pourra être appliquée annuellement à la date anniversaire du contrat, en fonction de l'évolution de l'indice :

**Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.12 – Réparation de machines et équipements mécaniques Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764276**

La formule de variation des prix sera la suivante :

$$P1 = P0 \times (0,15 + 0,85 \times (I1 - 3m / I0 - 3m))$$

Où :

P1 : nouveau prix applicable après révision

P0 : prix initial ou dernier prix révisé

I1 : valeur de l'indice à la date de révision (-3 mois)

I0 : valeur de l'indice à la date de signature du contrat ou de la dernière révision (-3 mois)

#### **7.4 Clause de sauvegarde**

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date de variation des prix dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix

pratiqués au titre du marché entraînerait une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

## **7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée**

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

# **ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES**

## **8.1 Modification du marché**

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires ou supplémentaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

### **8.1.1 Par voie de prestations complémentaires**

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

### **8.1.2 Par voie de la clause de réexamen**

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

## **8.2 Prestations similaires**

Conformément à l'article R2122-7, la CCI peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les

nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE**

Par dérogation à l'article 14 et suivants du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Cette pénalité par jour de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

### **Manquement aux obligations contractuelles :**

En cas de constatation, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

## **ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION**

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 11 ASSURANCE**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

## ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 12.1 Paielement

Les factures seront adressées exclusivement à la Direction Financière de la CCI via Chorus pro (SIRET CCI 187 200 928 000 13) :

#### Prestation récurrente

Une facture unique annuelle globale, détaillée par site.

Outre les mentions légales, la facture unique reprend le numéro du marché et détaille à minima :

- Par site et par bâtiment
  - Désignation des installations vérifiées
  - La période de prestation,
  - Le prix des prestations

#### Prestation ponctuelle maintenance corrective

Une facture par bon de commande lié à un bon d'intervention avec le même niveau de détail.

Une facture non détaillée est systématiquement refusée. Le délai de règlement court à compter de la réception d'une facture conforme.

### 12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire à 30 jours maximum suivant la réception de la facture.

### 12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro**  
[https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus\\_portail\\_pro/](https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/)

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, 187 200 928 000 13
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – **facultatif**
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**
- **N° de marché** : 2025RTSP5060

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

## **ARTICLE 13      DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **13.1 Mise en Œuvre**

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

### **13.2 Cession**

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

### **13.3 Sous-traitance**

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

## ARTICLE 14 CLAUSES TECHNIQUES

### 14.1 Accompagnement opérationnel

Le titulaire garantit une qualité de service irréprochable. Il déploie une équipe identifiée avec un interlocuteur référent unique. Ce référent se charge de la communication entre les différentes équipes internes du titulaire.

Le référent unique coordonne toutes les actions opérationnelles, suit le processus, et conduit les aspects contractuels et opérationnels du marché.

Le titulaire met à disposition un service de relation client et de service après-vente, accessible chaque jour ouvré.

Pour la CCI, le coordinateur est :

Sylvain DUPREY  
Chargé de Maintenance  
[Sylvain.duprey@lemans.cci.fr](mailto:Sylvain.duprey@lemans.cci.fr)  
06 58 38 90 01

### 14.2 Prise en charge des installations

Dès la notification de l'attribution, le titulaire organise une réunion de cadrage.

Cette réunion a pour objet :

- D'identifier les acteurs au contrat,
- De créer l'espace client internet, le cas échéant
- De planifier les visites périodiques,
- De planifier une visite des installations sur sites.

Celle-ci permet de prendre connaissance :

- De l'état général des équipements,
- De l'origine des matériels devant être entretenus afin de déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des produits similaires techniquement, homologués et conformes à la réglementation,
- De l'accès aux installations.

A l'issue, le titulaire remet son rapport de prise en charge des installations sous 15 jours maximum.

### 14.3 Contexte Réglementaire

Le Titulaire effectue les prestations dans les règles de l'art, en conformité avec les textes réglementaires en vigueur et tout particulièrement selon les préconisations constructeur.

Cette disposition vaut non seulement pour les réglementations, normes en vigueur mais également pour toutes les nouvelles réglementations, normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

#### **14.4 Qualifications requises du candidat et de son personnel**

Le candidat s'engage à mettre des techniciens parfaitement qualifiés sur les présentes installations pour réaliser les prestations, et en outre, ayant la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur ses systèmes et leurs exploitations.

Le candidat précise dans son mémoire technique le nombre et la qualification des personnels susceptibles d'intervenir et fournit les certifications et qualifications. De même, il justifie des compétences de ces techniciens intervenants en fournissant tout document visant à démontrer leur niveau de qualification, d'habilitation et de certification ainsi que les stages suivis au cours des 2 dernières années.

#### **14.5 Actions de maintenance**

Il s'agit d'actions préconisées par le fabricant pour répondre aux spécificités du système installé ou, à défaut, des actions définies par le mainteneur, lorsqu'aucune préconisation n'est définie.

##### **14.5.1 Maintenance préventive**

La maintenance préventive est exécutée, dans le respect de la réglementation en vigueur, aux gammes standards et préconisations des constructeurs, à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité de défaillance et/ou la dégradation du fonctionnement d'un bien.

La maintenance préventive est « forfaitaire » et doit être effectuée sur l'ensemble des installations du présent CCP, selon la fréquence notifiée dans le DPGF et les modalités d'intervention telles que définies au présent article 14.

Les gammes de maintenance (nature + fréquence) par type de matériels couverts sont définies dans l'annexe Parc et gamme.

Ces gammes constituent une liste indicative minimale. Elles devront être complétées par le titulaire par l'ensemble des opérations d'entretien préventif préconisées par les constructeurs des équipements et par les normes en vigueur.

La périodicité de maintenance préventive comprise au forfait est de 1 visite par an. Une seconde pourra être déclenchée à la demande de la CCI en fonction de l'utilisation des équipements.

**Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des gammes de maintenance à effectuer sur ce type d'équipement et d'une manière générale de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité.**

Avant tout départ, le technicien de l'entreprise titulaire du présent marché devra veiller à la remise en service de l'installation.

A la fin du contrôle de l'installation, le titulaire du marché devra signer le registre de sécurité et remettre en format numérique à M. DUPREY Sylvain (Chargé de maintenance) l'ensemble des gammes de maintenance détaillées réalisées et ce pour chaque site. Le rapport devra être rendu sous 1 semaine maximum après la fin de la visite.

Les opérations de maintenance préventive devront être réalisées selon la période définie du lundi au vendredi de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00 (Samedi, Dimanche et jours fériés exclus).

Une proposition de planning devra être systématiquement transmise au référent en charge du présent marché avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année.

En cas de besoin de neutralisation d'un équipement à la suite d'une avarie constatée impactant la sécurité des personnes et des biens, le technicien devra en informer immédiatement les référents site ainsi que le référent du présent marché.

#### **14.5.2 Maintenance corrective**

La maintenance corrective est exécutée après détection d'une panne et est destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Elle intègre la maintenance palliative (dépannage, même provisoire) et la maintenance curative (opérations destinées à remettre en ordre une installation suite ou pas à un dépannage).

Dans tous les cas, la maintenance corrective est « hors forfait », déclenchée par un bon de commande après réception du devis de réparation détaillé, au regard des prix et ou du coefficient indiqué au BPU (préalablement rempli et complété par l'entreprise). Ce devis sera soumis sous un délai de 7 jours maximum pour accord au coordinateur CCI en charge de l'exécution et du suivi du contrat.

Pour les pièces non listées au BPU, le titulaire fournit à la CCI les éléments permettant de contrôler la bonne application du coefficient de revente prévu.

**Dans toutes les circonstances, le titulaire remet un devis distinguant le prix des fournitures et marchandises, des prix de la main d'œuvre. Les ensembles sont proscrits.**

**NOTA** En cas de panne ou de dérangement, le titulaire informe immédiatement le coordinateur CCI et lui transmet, par mail, dans l'heure qui suit l'intervention, un compte rendu précisant le motif de l'arrêt et le délai de remise en état provisoire.

***Une intervention de maintenance curative ne peut en aucun cas tenir lieu de visite périodique préventive. Cette dernière est totalement indépendante.***

Les Vérifications Règlementaires Périodiques sont réalisées par un autre prestataire référencé dans un marché spécifique.

#### **14.5.3 Interventions et traçabilité**

Le prestataire devra pouvoir justifier à tout moment de la bonne réalisation de ses prestations. Pour cela, il devra se conformer aux exigences suivantes :

- Tenir à jour un cahier de maintenance par local technique, indiquant la date et la nature des interventions effectuées. Ce cahier devra être tenu dans un endroit tel, qu'il pourra être facilement et à tout moment consulté par les Services Techniques du Pôle Patrimoine.
- A l'issue de chaque intervention préventive ou corrective, le prestataire établira un compte rendu d'intervention signé par le référent site et par le technicien prestataire en indiquant leur nom. Ce document comprendra à minima les informations suivantes : date, heure d'arrivée, heure de départ, contenu de l'intervention réalisée, statut de l'intervention.
- Le titulaire devra transmettre par voie dématérialisée (mail), le compte rendu d'intervention à M. DUPREY Sylvain à la suite de la maintenance préventive ou corrective



Les interventions sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers ou au fonctionnement normal de l'établissement. En toutes circonstances, le titulaire doit garantir la sécurité des personnes et des biens.

Les effectifs du titulaire ne peuvent pas circuler dans les locaux sans y avoir été autorisés au préalable. La prise de rendez-vous en amont est obligatoire. Par ailleurs, les sites sont équipés de contrôle d'accès.

Les demandes d'intervention s'effectuent par téléphone, par courriel ou et ou par demande faite via l'espace client (GMAO) le cas échéant.

*Le candidat précise dans son mémoire technique les moyens mis en œuvre pour recevoir et transmettre ces communications au technicien concerné.*

L'entretien préventif est effectué pendant les jours et heures ouvrés du site concerné en dehors des périodes de fermeture administrative en été et en hiver. ***Les dates et les horaires de chaque intervention sont fixés d'un commun accord entre le coordinateur référent CCI et le représentant du titulaire en fonction de l'activité même du site et les exigences de l'entretien.*** Le titulaire doit effectuer ses prestations de telle sorte qu'aucune perturbation n'affecte les activités des sites de formation de la CCI LE MANS SARTHE

#### **14.5.4 Statut de l'intervention avec observations**

Dès la remise de son rapport et au plus tard dans les 24 h, le prestataire informera obligatoirement par mail M. DUPREY Sylvain de la suite à donner au dysfonctionnement constaté restant après son intervention (fourniture d'une nouvelle échéance d'intervention ou fourniture d'un devis de réparation).

#### **14.5.5 Bilan annuel de maintenance**

Un bilan détaillé est envoyé par mail à M. DUPREY Sylvain dans un délai de 10 jours (ouvrés) maximum à partir de la date d'anniversaire du marché.

Ce bilan comporte à minima :

- Un état des lieux de maintenance argumenté (fonctionnement, vétusté, sécurité, réglementaire, ...) des équipements décrits dans l'Annexe « parc et gamme » sur la base des points de contrôle demandés.

#### **14.5.6 Délai d'intervention et de rétablissement**

Le prestataire retenu devra prévoir dans son offre la capacité d'intervenir ou faire intervenir toute personne compétente sous les délais suivants afin de procéder à tout dépannage et mettre, si nécessaire, l'installation en sécurité :

- 24 heures pour un dépannage ou diagnostic à établir en cas de panne,
- 1 Semaine pour une réparation tout en tenant compte de la nature et de l'importance de la panne après acceptation du devis et disposition des pièces de rechange...

Le titulaire s'engage à laisser en fin du marché les matériels et équipements en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

En cas d'immobilisation d'un équipement, afin de ne pas impacter et stopper l'activité de nos instituts de formation, le titulaire devra nous proposer, sur la base d'un devis, la mise à disposition provisoire d'un appareil locatif sous un délai de 24 heures présentant des caractéristiques équivalentes à l'équipement en place.

#### **14.6 Enquête de satisfaction**

Le titulaire doit au titre du présent marché une enquête de satisfaction par an. Le titulaire dresse l'état de son activité sur un questionnaire simplifié qu'il envoie au coordinateur CCI pour évaluation.

#### **14.7 Vérifications et admission**

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent. La CCI prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

## 14.8 Mise en œuvre

### 14.8.1 Mise en œuvre et moments clefs

Dès la notification d'attribution, le titulaire organise une rencontre (Visio ou physique) avec le coordinateur pour mettre en œuvre le marché.

Temps	Actions
<b>Notification - premier contact</b>	Le référent pilote du titulaire prend contact avec le coordinateur CCI
<b>Réunion de cadrage</b>	Le titulaire organise une réunion de cadrage en présentiel avec le coordinateur CCI
<b>Rapport de prise en charge des installations</b>	Le titulaire remet le procès-verbal de prise en charge des installations dressant l'état des lieux à jour
<b>Enquête de satisfaction annuelle</b>	Le titulaire envoie au coordinateur l'enquête et déploie les actions correctives en découlant le cas échéant
<b>Revue annuelle</b>	Le titulaire organise une réunion de fin d'année pour commenter le bilan de l'activité

## ARTICLE 15 DONNEES PERSONNELLES RGPD

*Cf annexe RGPD*

## ARTICLE 16 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire